

Art. 4. Artikel 8bis van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 januari 2005, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Deze bepaling is niet van toepassing wanneer de werknemer een volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst geniet in het kader van artikel 6ter. »

Art. 5. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 oktober 2012.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

Nota

- (1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;
Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999;
Koninklijk besluit van 10 augustus 1998, *Belgisch Staatsblad* van 8 september 1998;
Koninklijk besluit van 19 januari 2005, *Belgisch Staatsblad* van 28 januari 2005, ed. 2;
Koninklijk besluit van 15 juli 2005, *Belgisch Staatsblad* van 28 juli 2005;

Art. 4. L'article 8bis de l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, inséré par l'arrêté royal du 19 janvier 2005, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Cette disposition n'est pas d'application lorsque le travailleur bénéficie d'une suspension complète de l'exécution du contrat de travail dans le cadre de l'article 6ter. »

Art. 5. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 octobre 2012.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

Note

- (1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;
Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1 avril 1999;
Arrêté royal du 10 août 1998, *Moniteur belge* du 8 septembre 1998;
Arrêté royal du 19 janvier 2005, *Moniteur belge* du 28 janvier 2005, ed. 2;
Arrêté royal du 15 juillet 2005, *Moniteur belge* du 28 juillet 2005;

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2012 — 3155

[2012/204215]

Extrait de l'arrêt n° 83/2012 du 28 juin 2012

Numéro du rôle : 5186

En cause : le recours en annulation partielle de l'article 34 du décret-programme de la Communauté française du 15 décembre 2010 « portant diverses mesures relatives au sport en Communauté française, aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, au Conseil de la transmission de la mémoire, à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale, aux Bâtiments scolaires, au financement des Institutions universitaires et des Hautes Ecoles, à la politique scientifique et universitaire, au transfert de l'enseignement supérieur de l'Architecture à l'Université et aux aides aux Institutions universitaires et à la négociation en Communauté française », introduit par l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » (SeGEC).

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et F. Daoût, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président R. Henneuse,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 12 juillet 2011 et parvenue au greffe le 14 juillet 2011, l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » (SeGEC), dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, avenue Mounier 100, a introduit un recours en annulation partielle de l'article 2, § 2, alinéa 4 (les mots « sur proposition des Comités visés à l'article 2, § 2, 1° à 3° »), et § 3, i) (les mots « à l'exception du dispositif relatif aux disponibilités précédant la pension de retraite »), du décret de la Communauté française du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, tel que cet article a été remplacé par l'article 34 du décret-programme de la Communauté française du 15 décembre 2010 « portant diverses mesures relatives au sport en Communauté française, aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, au Conseil de la transmission de la mémoire, à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale, aux Bâtiments scolaires, au financement des Institutions universitaires et des Hautes Ecoles, à la politique scientifique et universitaire, au transfert de l'enseignement supérieur de l'Architecture à l'Université et aux aides aux Institutions universitaires et à la négociation en Communauté française » (publié au *Moniteur belge* du 1^{er} février 2011, deuxième édition).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1. La partie requérante demande l'annulation des mots « sur proposition des Comités visés à l'article 2, § 2, 1° à 3° » au paragraphe 2, alinéa 4, de l'article 2 ainsi que des mots « à l'exception du dispositif relatif aux disponibilités précédant la pension de retraite » au paragraphe 3, i), de l'article 2 du décret de la Communauté française du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, tel qu'il a été remplacé par l'article 34 du décret-programme de la Communauté française du 15 décembre 2010 « portant diverses mesures relatives au sport en Communauté française, aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, au Conseil de la transmission de la mémoire, à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale, aux Bâtiments scolaires, au financement des Institutions universitaires et des Hautes Ecoles, à la politique scientifique et universitaire, au transfert de l'enseignement supérieur de l'Architecture à l'Université et aux aides aux Institutions universitaires et à la négociation en Communauté française ».

Cet article dispose :

« Article 2. § 1^{er}. Tous les deux ans, le Gouvernement réunit afin de mener des négociations sur une programmation sociale sectorielle le Comité de Secteur XVII, visé à l'annexe Ire de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

A l'issue des débats menés dans le cadre du présent §, et au plus tard trois mois après la première réunion, le Gouvernement procède à la clôture des négociations visées au présent §.

§ 2. Tous les deux ans, le Gouvernement réunit conjointement, afin de mener des négociations sur une programmation sociale intersectorielle :

1° le Comité des Services publics locaux et provinciaux - Section 2 (sous-section Communauté française) visé à l'article 17, § 2^{ter}, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

2° le Comité de Secteur IX visé à l'annexe Ire de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

3° le Comité de négociation et de concertation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné visé au chapitre II du présent décret;

4° le Comité de négociation visé à l'article 3 du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres PMS subventionnés et les pouvoirs organisateurs des Institutions d'enseignement supérieur hors Universités.

Aucune question relative à une programmation sociale sectorielle n'est inscrite à l'ordre du jour de l'un des comités visés à l'alinéa 1^{er} pendant un délai de quatre mois à partir du moment où la négociation relative à une programmation intersectorielle a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour d'une réunion conjointe des comités visés à l'alinéa 1^{er}.

Si, pour une période d'en principe deux ans, un accord n'est pas conclu sur une programmation intersectorielle conformément à l'alinéa 1^{er}, et que par la suite des programmations sectorielles sont conclues au sein de l'un ou des comités visés à l'alinéa 1^{er}, des négociations sont menées en réunion conjointe sur une éventuelle programmation intersectorielle supplétive pour cette période.

Dans le cadre du présent §, le Gouvernement organise une première réunion plénière ayant pour objet la fixation, sur proposition des Comités visés à l'article 2, § 2, 1° à 3°, des thèmes qui seront examinés dans le cadre de la programmation sociale intersectorielle.

Le Gouvernement réunit ensuite parallèlement pour l'examen de ces thèmes les comités visés respectivement à l'alinéa 1^{er} points 1° à 3° et à l'alinéa 1^{er} point 4°. Le cas échéant, moyennant l'accord de toutes les parties, le Gouvernement peut, sur des thèmes définis, réunir conjointement ces derniers.

A l'issue des débats menés dans le cadre de l'alinéa qui précède, et au plus tard trois mois après la réunion visée à l'alinéa 4, le Gouvernement réunit conjointement l'ensemble des comités visés à l'alinéa 1^{er} et procède à la clôture des négociations visées au présent § en proposant un projet de protocole reprenant les différentes mesures envisagées dans le cadre de la programmation sociale intersectorielle. Le Gouvernement acte la position des différentes parties.

Le Gouvernement ne peut se prévaloir d'un accord intersectoriel dans le cadre du présent paragraphe qu'à la double condition suivante :

1. que les points qui ont pour objet l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 précitée aient recueillis l'approbation des comités visés à l'alinéa 1^{er}, points, 1° à 3°;

2. que les points qui ont une incidence directe sur l'action des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres PMS subventionnés et/ou des pouvoirs organisateurs des institutions d'enseignement supérieur aient recueillis l'approbation du comité visé à l'alinéa 1^{er}, point 4.

Par 'Comité ou sous-Comité', il y a lieu de comprendre, le cas échéant, les pouvoirs organisateurs des Institutions d'enseignement supérieur hors Universités.

§ 3. Pour l'application du précédent paragraphe, sont considérées comme ayant une incidence sur l'action des Pouvoirs organisateurs les matières suivantes :

- a) le subventionnement des établissements et des centres PMS, ainsi que leurs modalités;
- b) les règles d'utilisation des emplois subventionnés dévolus aux établissements;
- c) les règles de dévolution des emplois y compris dans le cas de la différenciation de l'encadrement;
- d) les interventions des pouvoirs organisateurs dans les défraiements de certains frais exposés par les membres du personnel subventionné;
- e) les modifications aux statuts des personnels (en ce compris le régime des titres et fonctions);
- f) les modifications des rôles et missions des instances où siègent des représentants des pouvoirs organisateurs;
- g) la création de nouvelles fonctions;
- h) les formations obligatoires pour l'accès à certaines fonctions;
- i) les possibilités de fractionnement des charges ou de certains congés, à l'exception du dispositif relatif aux disponibilités précédant la pension de retraite.

§ 4. Lorsque dans le cadre de l'application du § 2, alinéa 2, les négociations sur une programmation sociale sectorielle portent sur des matières définies au § 3, le Gouvernement applique *mutatis mutandis* la procédure visée au § 2.

§ 5. Lorsque les négociations sur une programmation portent sur des matières qui concernent exclusivement un réseau, est (sont) seul(s) concerté(s) le (les) organe(s) de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres PMS du réseau concerné et le(s) Comité(s) concerné(s) parmi ceux visés à l'article 2, § 2, 1° à 3° ».

Quant à l'intérêt de la partie requérante

B.2. En tant qu'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement catholique et membre du comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et des centres PMS subventionnés, l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » justifie d'un intérêt à agir devant la Cour à l'encontre des dispositions attaquées qui concernent les négociations sectorielles auxquelles elle peut participer.

B.3. Le recours est recevable.

Quant au fond

En ce qui concerne le premier moyen

B.4. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 24 de la Constitution.

Selon la partie requérante, la disposition attaquée établit deux discriminations.

Quant à la fixation de l'ordre du jour de la programmation sociale intersectorielle

B.5. Selon la partie requérante, la première discrimination concerne la fixation de l'ordre du jour de la programmation sociale intersectorielle bisannuelle. La disposition attaquée induirait, en son paragraphe 2, alinéa 4, une double discrimination. Elle permettrait aux représentants du personnel de proposer et, dès lors, d'inscrire des points à l'ordre du jour de la négociation sociale sectorielle et n'offrirait pas cette possibilité aux représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres PMS subventionnés. Elle permettrait, par ailleurs, au Gouvernement de la Communauté française, en qualité de pouvoir organisateur de l'enseignement de la Communauté française, d'inscrire des points à l'ordre du jour de la négociation sociale sectorielle bisannuelle mais n'offrirait pas cette possibilité aux représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres PMS subventionnés.

B.6. L'article 2, § 2, alinéa 4, du décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, tel qu'il a été remplacé par l'article 34 du décret-programme attaqué, dispose que « dans le cadre du présent §, le Gouvernement organise une première réunion plénière ayant pour objet la fixation, sur proposition des Comités visés à l'article 2, § 2, 1° à 3°, des thèmes qui seront examinés dans le cadre de la programmation sociale intersectorielle ».

Les comités qui peuvent proposer les thèmes à examiner sont :

« 1° le Comité des Services publics locaux et provinciaux - Section 2 (sous-section Communauté française) visé à l'article 17, § 2^{ter}, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

2° le Comité de Secteur IX visé à l'annexe Ire de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

3° le Comité de négociation et de concertation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné visé au chapitre II du présent décret ».

Le comité visé au 4° de l'article 2, § 2, à savoir « le Comité de négociation visé à l'article 3 du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres PMS subventionnés et les pouvoirs organisateurs des Institutions d'enseignement supérieur hors Universités », ne peut donc pas proposer de thèmes à examiner, mais participe à la première réunion plénière ayant pour objet la fixation des thèmes qui seront examinés dans le cadre de la programmation sociale intersectorielle.

B.7.1. Il ressort des travaux préparatoires du décret attaqué que les mots « sur proposition des Comités visés à l'article 2, § 2, 1° à 3° » ne figuraient pas à l'article 2, § 2, alinéa 4, attaqué, dans l'avant-projet de décret et n'ont donc pas été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat. Ces mots ont été ajoutés lors du dépôt du projet de décret au Parlement de la Communauté française (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2010-2011, n° 142/1, p. 40).

Lors des mêmes travaux préparatoires, la disposition attaquée a été commentée comme suit :

« Autour de la table, il est toutefois fréquemment apparu que les thèmes de l'enseignement sont vastes et débordent fréquemment des pures questions barémiques ou statutaires. Le lieu de dialogue doit dès lors s'élargir pour y associer l'ensemble des partenaires concernés par les débats.

Le texte prévoit un lieu de dialogue tripartite pour les programmations sectorielles cette fois (propre à tous les réseaux ou, le cas échéant, à un seul d'entre eux).

En pratique, la négociation en vue des futurs protocoles relatifs à la programmation sociale débutera par une réunion plénière réunissant les différents comités syndicaux et le Comité de négociation des PO. C'est lors de cette réunion plénière que sur proposition des organisations syndicales seront fixés les thèmes mis à l'agenda des négociations. Une fois ces thèmes arrêtés, le Gouvernement négociera d'une part avec les Comités syndicaux et d'autre part avec le Comité des PO » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2010-2011, n° 142/3, p. 5).

Selon la Ministre :

« L'article 2 § 2, alinéa 4, signifie qu'en régime de croisière (quand le texte sera d'application) : les organisations syndicales, elles seules déposent au départ de la discussion des propositions de thèmes et que c'est sur cette base, après des discussions libres entre le Gouvernement et l'ensemble des comités visés à l'article 2, § 2, alinéa 1, (y compris les PO), que la liste finale des thèmes qui seront examinés dans le cadre de la programmation sociale sera fixée collectivement.

Le texte ne dit pas qu'il s'agit des propositions exclusives des comités 1 à 3, car cela empêcherait le Gouvernement lui-même de venir avec des (contre-)propositions.

[...]

Dans la mesure où, lorsque le texte sera entré en vigueur les Pouvoirs Organisateurs seront assis autour de la table lors de l'ouverture de la négociation en vue de l'élaboration d'un protocole, et participeront donc à la réunion dont l'objet est de fixer les thèmes, Mme la Ministre dit qu'il est logique qu'ils puissent s'exprimer librement et faire des propositions ou des suggestions » (*ibid.*, pp. 11 et 12).

B.7.2. Par ailleurs, un amendement a été déposé en vue de supprimer, à l'article 2, § 2, alinéa 4, les termes « 1° à 3° » après les termes « visés à l'article 2, § 2 ». Il était notamment justifié comme suit :

« Cet amendement a pour objet de mettre sur un pied d'égalité l'ensemble des partenaires de la négociation, ce qui implique, notamment, les mêmes droits en matière de mise à l'agenda [...] » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2010-2011, n° 142/6, p. 3).

Cet amendement a été rejeté en Commission (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2010-2011, n° 142/7, p. 5).

B.8. Si le décret attaqué initie un processus de négociation et de concertation tripartite, il prévoit un niveau différent d'implication des différentes parties. Plus particulièrement, il ne reconnaît pas aux représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement la possibilité de proposer et de mettre à l'agenda, préalablement à la première réunion plénière des différents comités, une liste des thèmes à discuter.

Le décret attaqué exclut de la sorte du pouvoir d'initiative en matière de négociation et de concertation sociale un des deux acteurs à la relation de travail, à savoir le pouvoir organisateur qui est l'employeur. Les deux parties ne peuvent en conséquence pas participer de la même manière au lancement du processus de négociation et de concertation.

Dès lors que la négociation ou la concertation porte sur des points qui ont une incidence directe sur l'action des pouvoirs organisateurs ou qu'ils en sont les destinataires directs, ces pouvoirs sont des acteurs aussi importants dudit processus.

Le déséquilibre ainsi mis en place par la disposition attaquée entre les partenaires à la relation de travail et à la négociation sociale dans l'enseignement est dépourvu de justification raisonnable.

Le premier moyen est fondé dans cette mesure. Il convient d'annuler, à l'article 2, § 2, alinéa 4, du décret attaqué, les mots « visés à l'article 2, § 2, 1^o à 3^o ».

B.9. La seconde différence de traitement dénoncée par la partie requérante repose sur une lecture erronée du décret. Comme cela ressort des travaux préparatoires, le législateur décréto a réservé aux seules organisations syndicales la possibilité de proposer des thèmes de négociation.

Le premier moyen n'est, quant à ce grief, pas fondé.

Quant au dispositif relatif aux disponibilités précédant la pension de retraite

B.10. Concernant le dispositif relatif aux disponibilités précédant la pension de retraite (ci-après : DPPR), la partie requérante fait valoir que l'article 2, § 3, i), du décret du 19 mai 2004, tel qu'il a été remplacé par la disposition attaquée, exclut de la négociation, sans justification raisonnable, les représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné, alors que ce dispositif est soumis à la concertation syndicale et débattu avec la Communauté française en sa qualité de pouvoir organisateur de son enseignement.

B.11. Conformément à l'alinéa 7 du paragraphe 2 de l'article 2 du décret du 19 mai 2004, le Gouvernement ne peut se prévaloir d'un accord intersectoriel dans le cadre de ce paragraphe qu'à la condition suivante :

« [...] »

2. que les points qui ont une incidence directe sur l'action des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres PMS subventionnés et/ou des pouvoirs organisateurs des institutions d'enseignement supérieur aient recueilli l'approbation du comité visé à l'alinéa 1^{er}, point 4^o ».

Le paragraphe 3 de cet article 2 détermine les matières qui sont considérées comme ayant une incidence sur l'action des pouvoirs organisateurs. Il mentionne au *littera i*) « les possibilités de fractionnement des charges ou de certains congés, à l'exception du dispositif relatif aux disponibilités précédant la pension de retraite ».

B.12. Selon le Gouvernement de la Communauté française, le fait que l'approbation des pouvoirs organisateurs ne soit pas requise au sujet des DPPR se justifie par la circonstance qu'il s'agit d'une forme de pension anticipée prise en charge par la Communauté française et que les pouvoirs organisateurs ne contribuent en rien à son financement. Ces pouvoirs organisateurs ne sont donc qu'indirectement concernés par une mesure qui n'a qu'un impact limité sur leur organisation, à savoir la gestion du remplacement des enseignants partant en DPPR.

B.13. Comme le relèvent les travaux préparatoires cités en B.7.1 et le texte du décret, le modèle tripartite retenu par le législateur décréto connaît un niveau différent d'implication des différentes parties en fonction des matières traitées. Le modèle élaboré est nuancé et le législateur décréto a pris en considération l'élément prépondérant des matières réglées. Compte tenu de l'impact limité des DPPR sur l'organisation des écoles, la disposition qui exclut le dispositif relatif aux disponibilités précédant la pension de retraite des points qui ont une incidence directe sur l'action des pouvoirs organisateurs de l'enseignement peut se justifier raisonnablement. Il n'est, en effet, pas déraisonnable de ne pas permettre aux représentants des pouvoirs organisateurs de bloquer la réforme d'un régime qui a un impact limité à leur égard et des conséquences importantes pour les enseignants et pour la Communauté française.

B.14. Le premier moyen n'est, quant à ce grief, pas fondé.

Quant au second moyen

B.15. Le second moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 24 de la Constitution, lus en combinaison avec la Convention C154 du 19 juin 1981 de l'Organisation internationale du travail, ratifiée par la Belgique le 29 mars 1988, et avec la Convention C98 de l'Organisation internationale du travail sur le droit d'organisation et de négociation collectives, ratifiée par la Belgique le 12 décembre 1953.

B.16. En ce qui concerne la référence aux Conventions C154 et C98 de l'Organisation internationale du travail, la partie requérante ne tire aucun argument distinct de ceux qu'elle tire des autres dispositions qu'elle invoque.

Pour les motifs indiqués en réponse au premier moyen, le deuxième moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les mots « visés à l'article 2, § 2, 1^o à 3^o » dans l'article 2, § 2, alinéa 4, du décret de la Communauté française du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, tel qu'il a été remplacé par l'article 34 du décret-programme de la Communauté française du 15 décembre 2010 « portant diverses mesures relatives au sport en Communauté française, aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, au Conseil de la transmission de la mémoire, à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale, aux Bâtiments scolaires, au financement des Institutions universitaires et des Hautes Ecoles, à la politique scientifique et universitaire, au transfert de l'enseignement supérieur de l'Architecture à l'Université et aux aides aux Institutions universitaires et à la négociation en Communauté française »;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 28 juin 2012.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

R. Henneuse

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2012 — 3155

[2012/204215]

Uittreksel uit arrest nr. 83/2012 van 28 juni 2012

Rolnummer 5186

In zake: het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van artikel 34 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 15 december 2010 « houdende diverse maatregelen betreffende de sport in de Franse Gemeenschap, de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de Raad voor de overdracht van de herinnering, het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie, de schoolgebouwen, de financiering van de universitaire instellingen en van de hogescholen, het wetenschaps- en universitair beleid, de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit en de hulpverlening aan de universitaire instellingen en de onderhandeling in de Franse Gemeenschap », ingesteld door de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » (SeGEC).

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 12 juli 2011 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 14 juli 2011, heeft de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » (SeGEC), met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Mounierlaan 100, een beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van artikel 2, § 2, vierde lid (de woorden « op de voordracht van de Comités bedoeld in artikel 2, § 2, 1^o tot 3^o »), en § 3, *i*) (de woorden « met uitzondering van de regeling betreffende de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de inruststelling »), van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2004 betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap, zoals dat artikel werd vervangen bij artikel 34 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 15 december 2010 « houdende diverse maatregelen betreffende de sport in de Franse Gemeenschap, de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de Raad voor de overdracht van de herinnering, het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie, de schoolgebouwen, de financiering van de universitaire instellingen en van de hogescholen, het wetenschaps- en universitair beleid, de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit en de hulpverlening aan de universitaire instellingen en de onderhandeling in de Franse Gemeenschap » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 februari 2011, tweede editie).

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van de woorden « op de voordracht van de Comités bedoeld in artikel 2, § 2, 1^o tot 3^o » in paragraaf 2, vierde lid, van artikel 2, alsook van de woorden « met uitzondering van de regeling betreffende de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de inruststelling » in paragraaf 3, *i*), van artikel 2 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2004 « betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap », zoals het werd vervangen bij artikel 34 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 15 december 2010 « houdende diverse maatregelen betreffende de sport in de Franse Gemeenschap, de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de Raad voor de overdracht van de herinnering, het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie, de schoolgebouwen, de financiering van de universitaire instellingen en van de hogescholen, het wetenschaps- en universitair beleid, de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit en de hulpverlening aan de universitaire instellingen en de onderhandeling in de Franse Gemeenschap ».

Dat artikel bepaalt :

« Artikel 2. § 1. Om de twee jaar, met het oog op onderhandelingen over een sectorale sociale programmatie, roept de Regering het Comité van Sector XVII bijeen, bedoeld in bijlage I van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Op het einde van de debatten gevoerd in het kader van deze paragraaf, en uiterlijk drie maanden na de eerste vergadering, sluit de Regering de in deze paragraaf bedoelde onderhandelingen af.

§ 2. Om de twee jaar, met het oog op onderhandelingen over een intersectorale sociale programmatie, roept de Regering de volgende comités bijeen :

1^o het Comité voor de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten - Afdeling II (Onderafdeling Franse Gemeenschap) bedoeld in artikel 17, § 2^{ter}, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

2^o het Comité van Sector IX, bedoeld in bijlage I van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

3^o het onderhandelings- en overlegcomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs bedoeld in hoofdstuk II van dit decreet;

4^o het onderhandelingscomité bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra en de inrichtende machten van de Instellingen voor hoger onderwijs buiten de Universiteiten.

Geen vraag in verband met een sectorale sociale programmatie staat op de agenda van één van de comités bedoeld in het eerste lid gedurende een termijn van vier maanden vanaf de datum waarop de onderhandeling betreffende een intersectorale programmatie voor de eerste keer op de agenda van een gezamenlijke vergadering van de comités bedoeld in het eerste lid werd gezet.

Indien, voor een periode van in principe twee jaar, geen akkoord wordt gesloten over een intersectorale programmatie overeenkomstig het eerste lid, terwijl vervolgens sectorale programmaties worden gesloten binnen één of meer comité(s) bedoeld in het eerste lid, worden onderhandelingen gezamenlijk gevoerd over een andere intersectorale programmatie voor die periode.

In het kader van deze paragraaf, organiseert de Regering een eerste voltallige vergadering, om, op de voordracht van de Comités bedoeld in artikel 2, § 2, 1  tot 3 , thema's vast te stellen die zullen worden besproken in het kader van de intersectorale sociale programmatie.

Voor de bespreking van die thema's roept de Regering daarna de comités bijeen die respectievelijk in het eerste lid, punten 1  tot 3 , en in het eerste lid, punt 4 , bedoeld zijn. In voorkomend geval, met de toestemming van alle partijen, kan de Regering, over bepaalde thema's, deze laatste gezamenlijk bijeenroepen.

Op het einde van de debatten die in het kader van het vorige lid worden gevoerd, en uiterlijk drie maanden na de vergadering bedoeld in het vierde lid, roept de Regering gezamenlijk het geheel van de in het eerste lid bedoelde comités bijeen en sluit ze de in deze paragraaf bedoelde onderhandelingen af, waarbij een ontwerp van protocol wordt voorgesteld met vermelding van de verschillende maatregelen die worden gepland in het kader van de intersectorale sociale programmatie. De Regering neemt akte van de stelling van de verschillende partijen.

De Regering kan zich op een intersectoraal akkoord in het kader van deze paragraaf alleen onder de twee volgende voorwaarden beroepen :

1. de punten slaande op artikel 2 van de voormelde wet van 19 december 1974 moeten de instemming van de comités bedoeld in het eerste lid, punten 1  tot 3  krijgen;

2  de punten die een rechtstreekse weerslag hebben op de actie van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde PMS-centra en/of de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs moeten de toestemming van het comité bedoeld in het eerste lid, punt 4  krijgen.

Onder ' Comité of Subcomité ', dienen, in voorkomend geval, de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs buiten de universiteiten te worden verstaan.

§ 3. Voor de toepassing van deze paragraaf, worden de volgende aangelegenheden beschouwd als een weerslag hebbend op de actie van de inrichtende machten :

- a) de subsidiëring van de inrichtingen en de PMS-centra, alsook de nadere regels ervoor;
- b) de regels voor het gebruik van de gesubsidieerde betrekkingen die aan de inrichtingen worden toegekend;
- c) de regels voor de toekenning van de betrekkingen, ook in het geval van de gedifferentieerde omkadering;
- d) de tegemoetkoming van de inrichtende machten in de betaling van bepaalde kosten gedaan door de gesubsidieerde personeelsleden;
- e) de wijzigingen aan de statuten van het personeel (met inbegrip van de regeling inzake de bekwaamheidsbewijzen en ambten);
- f) de wijzigingen aan de rollen en opdrachten van de instanties waarin vertegenwoordigers van de inrichtende machten zitting houden;
- g) de invoering van nieuwe ambten;
- h) de opleidingen die noodzakelijk zijn om tot sommige ambten toegang te krijgen;
- i) de mogelijke splitsing van opdrachten of sommige verloven, met uitzondering van de regeling betreffende de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de inruststelling.

§ 4. Wanneer, in het kader van de toepassing van § 2, tweede lid, de onderhandelingen over een sectorale sociale programmatie betrekking hebben op aangelegenheden bepaald in § 3, past de Regering de procedure bedoeld in § 2 op overeenkomstige wijze toe.

§ 5. Wanneer de onderhandelingen over een programmatie betrekking hebben op aangelegenheden die uitsluitend  en net betreffen, dan wordt alleen overleg gepleegd met het (de) vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan(anen) van de inrichtende machten van het onderwijs en de PMS-centra van het betrokken net en het(de) betrokken Comité(s) onder deze die bedoeld zijn in artikel 2, § 2, 1  tot 3  ».

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partij

B.2. Als vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het katholiek onderwijs en lid van het comité voor overleg tussen de Franse Gemeenschapsregering en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten en van de gesubsidieerde PMS-centra, doet de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique et Communautés française et germanophone » blikken van een belang om voor het Hof in rechte te treden tegen de bestreden bepalingen, die de sectoronderhandelingen betreffen waaraan zij kan deelnemen.

B.3. Het beroep is ontvankelijk.

Ten gronde

Wat het eerste middel betreft

B.4. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet.

Volgens de verzoekende partij stelt de bestreden bepaling twee discriminaties in.

Ten aanzien van de vaststelling van de agenda van de intersectorale sociale programmatie

B.5. Volgens de verzoekende partij betreft de eerste discriminatie de vaststelling van de agenda van de tweejaarlijkse intersectorale sociale programmatie. De bestreden bepaling zou in paragraaf 2, vierde lid, ervan een dubbele discriminatie invoeren. Zij zou de vertegenwoordigers van het personeel toelaten punten voor te stellen en derhalve op de agenda van de sociale sectoronderhandeling te zetten en zou die mogelijkheid niet bieden aan de vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra. Zij zou bovendien de Franse Gemeenschapsregering, in de hoedanigheid van inrichtende macht van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, toelaten punten op de agenda van de tweejaarlijkse sociale sectoronderhandeling te zetten maar zou die mogelijkheid niet aanbieden aan de vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra.

B.6. Artikel 2, § 2, vierde lid, van het decreet van 19 mei 2004 betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap, zoals het werd vervangen bij artikel 34 van het bestreden programmadecreet, bepaalt dat « in het kader van deze paragraaf, [...] de Regering een eerste voltallige vergadering [organiseert], om, op de voordracht van de Comités bedoeld in artikel 2, § 2, 1  tot 3 , thema's vast te stellen die zullen worden besproken in het kader van de intersectorale sociale programmatie ».

De comités die de te bespreken thema's kunnen voorstellen zijn :

« 1° het Comité voor de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten - Afdeling II (Onderafdeling Franse Gemeenschap) bedoeld in artikel 17, § 2^{ter}, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

2° het Comité van Sector IX, bedoeld in bijlage I van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

3° het onderhandelings- en overlegcomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs bedoeld in hoofdstuk II van dit decreet ».

Het comité bedoeld in 4° van artikel 2, § 2, namelijk « het onderhandelingscomité bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra en de inrichtende machten van de Instellingen voor hoger onderwijs buiten de Universiteiten », kan dus geen thema's ter bespreking voorstellen, maar neemt deel aan de eerste voltallige vergadering, die ten doel heeft de thema's vast te stellen die zullen worden besproken in het kader van de intersectorale sociale programmatie.

B.7.1. Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat de woorden « op de voordracht van de Comités bedoeld in artikel 2, § 2, 1° tot 3° » in het bestreden artikel 2, § 2, vierde lid, niet voorkwamen in het voorontwerp van decreet en dus niet werden onderworpen aan het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State. Die woorden werden toegevoegd bij de indiening van het ontwerpdecreet in het Parlement van de Franse Gemeenschap (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2010-2011, nr. 142/1, p. 40).

Tijdens dezelfde parlementaire voorbereiding werd de bestreden bepaling als volgt besproken :

« Rond de tafel is echter vaak gebleken dat de onderwijsthemas veelomvattend zijn en vaak de zuiver weddeschaalgebonden of statutaire kwesties te buiten gaan. Het dialoogforum moet dan ook worden uitgebreid om er alle partners bij te betrekken op wie de debatten betrekking hebben.

De tekst voorziet in een tripartiet dialoogforum voor de sectorprogrammaties ditmaal (eigen aan alle netten of, in voorkomend geval, aan één enkel ervan).

In de praktijk zal de onderhandeling met het oog op de toekomstige protocollen met betrekking tot de sociale programmatie van start gaan met een voltallige vergadering waarop de verschillende vakbondscomités en het onderhandelingscomité van de inrichtende machten bijeen worden gebracht. Tijdens die voltallige vergadering zullen dan, op de voordracht van de vakbondsorganisaties, de thema's worden vastgesteld die op de agenda van de onderhandelingen worden geplaatst. Als die thema's eenmaal bepaald zijn, zal de Regering onderhandelen, enerzijds, met de vakbondscomités en, anderzijds, met het comité van de inrichtende machten » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2010-2011, nr. 142/3, p. 5).

De minister verklaart :

« Artikel 2, § 2, vierde lid, dat op kruissnelheid (wanneer de tekst van toepassing zal zijn) alleen de vakbondsorganisaties bij aanvang van de bespreking voorstellen van thema's indienen en dat het op die basis is, na vrije besprekingen tussen de Regering en alle comités bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, (met inbegrip van de inrichtende machten), dat de uiteindelijke lijst van de thema's die zullen worden besproken in het kader van de sociale programmatie gezamenlijk zal worden vastgesteld.

De tekst zegt niet dat het gaat om de exclusieve voorstellen van de comités 1 tot 3, want dat zou de Regering zelf beletten met (tegen)voorstellen te komen.

[...]

In zoverre de inrichtende machten, wanneer de tekst in werking zal zijn getreden, rond de tafel zullen zitten bij de opening van de onderhandeling met het oog op de totstandkoming van een protocol, en dus zullen deelnemen aan de vergadering die tot doel heeft de thema's vast te leggen, zegt mevrouw de minister dat het logisch is dat zij zich vrij kunnen uitdrukken en voorstellen of suggesties kunnen doen » (*ibid.*, pp. 11 en 12).

B.7.2. Bovendien werd een amendement ingediend teneinde in artikel 2, § 2, vierde lid, de bewoordingen « 1° tot 3° » na de bewoordingen « bedoeld in artikel 2, § 2 » te schrappen. Het werd met name als volgt verantwoord :

« Dit amendement heeft ten doel alle partners bij de onderhandeling op voet van gelijkheid te plaatsen, wat met name dezelfde rechten inzake agendering impliceert [...] » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2010-2011, nr. 142/6, p. 3).

Dat amendement werd in Commissie verworpen (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2010-2011, nr. 142/7, p. 5).

B.8. Hoewel het bestreden decreet een tripartiet onderhandelings- en overlegproces opstart, voorziet het in een verschillend niveau van betrokkenheid van de verschillende partijen. Meer in het bijzonder verleent het de vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het onderwijs niet de mogelijkheid om, vóór de eerste voltallige vergadering van de verschillende comités, een lijst van te bespreken thema's voor te stellen en op de agenda te plaatsen.

Het bestreden decreet sluit op die wijze één van de twee actoren van de arbeidsrelatie, namelijk de inrichtende macht die de werkgever is, uit van het initiatiefrecht inzake sociale onderhandeling en sociaal overleg. De twee partijen kunnen bijgevolg niet op dezelfde wijze deelnemen aan het opstarten van het onderhandelings- en overlegproces.

Aangezien de onderhandeling of het overleg betrekking heeft op punten die een rechtstreekse weerslag hebben op de actie van de inrichtende machten of zij de rechtstreekse adressaten ervan zijn, zijn die machten even belangrijke actoren van het genoemde proces.

Het aldus bij de bestreden bepaling ingestelde onevenwicht tussen de partners bij de arbeidsrelatie en de sociale onderhandeling in het onderwijs is niet redelijk verantwoord.

Het eerste middel is in dat opzicht gegrond. In artikel 2, § 2, vierde lid, van het bestreden decreet dienen de woorden « bedoeld in artikel 2, § 2, 1° tot 3° » te worden vernietigd.

B.9. Het tweede door de verzoekende partij aangeklaagde verschil in behandeling berust op een verkeerde lezing van het decreet. Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding, heeft de decreetgever de mogelijkheid om onderhandelings Thema's voor te stellen voorbehouden aan de vakbondsorganisaties alleen.

Het eerste middel is, wat die grief betreft, niet gegrond.

Ten aanzien van de regeling betreffende de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de inruststelling

B.10. Wat de regeling betreffende de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de inruststelling betreft, voert de verzoekende partij aan dat artikel 2, § 3, i), van het decreet van 19 mei 2004, zoals vervangen bij de bestreden bepaling, zonder redelijke verantwoording de vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs uitsluit van de onderhandeling, terwijl die regeling wordt onderworpen aan het overleg met de vakbonden en wordt besproken met de Franse Gemeenschap in haar hoedanigheid van inrichtende macht van haar onderwijs.

B.11. Overeenkomstig het zevende lid van paragraaf 2 van artikel 2 van het decreet van 19 mei 2004 kan de Regering zich op een intersectoraal akkoord in het kader van deze paragraaf alleen onder de volgende voorwaarde beroepen :

« [...] »

2° de punten die een rechtstreekse weerslag hebben op de actie van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde PMS-centra en/of de inrichtende machten van de instellingen voor hoger onderwijs moeten de toestemming van het comité bedoeld in het eerste lid, punt 4° krijgen ».

In paragraaf 3 van dat artikel 2 worden de aangelegenheden bepaald die worden beschouwd als een weerslag hebbend op de actie van de inrichtende machten. In *littera i)* wordt « de mogelijke splitsing van opdrachten of sommige verlopen, met uitzondering van de regeling betreffende de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de inruststelling » vermeld.

B.12. Volgens de Franse Gemeenschapsregering wordt het feit dat de instemming van de inrichtende machten niet is vereist in verband met de terbeschikkingstellingen voorafgaand aan de inruststelling verantwoord door het gegeven dat het gaat om een vorm van vervroegd pensioen dat door de Franse Gemeenschap ten laste wordt genomen en dat de inrichtende machten geenszins bijdragen aan de financiering ervan. Die inrichtende machten worden dus slechts indirect geraakt door een maatregel die slechts een beperkte impact heeft op hun organisatie, namelijk het beheer van de vervanging van de leerkrachten die vertrekken volgens de regeling van de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de inruststelling.

B.13. Zoals uit de in B.7.1 vermelde parlementaire voorbereiding en de tekst van het decreet blijkt, kent het door de decreetgever gekozen driepartijenmodel een verschillende mate van betrokkenheid van de verschillende partijen naar gelang van de behandelde materies. Er wordt een genuanceerd model uitgebouwd, waarbij de decreetgever oog had voor het zwaartepunt van de geregelde materies. Rekening houdend met de beperkte impact van de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de inruststelling op de organisatie van de scholen, kan de bepaling die de regeling betreffende de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de inruststelling uitsluit van de punten die een rechtstreekse weerslag hebben op de actie van de inrichtende machten van het onderwijs, redelijk worden verantwoord. Het is immers niet onredelijk om het voor de vertegenwoordigers van de inrichtende machten niet mogelijk te maken de hervorming te blokkeren van een regeling die te hunnen aanzien een beperkte impact heeft en belangrijke gevolgen voor de leerkrachten en voor de Franse Gemeenschap.

B.14. Het eerste middel is, wat die grief betreft, niet gegrond.

Ten aanzien van het tweede middel

B.15. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het Verdrag C154 van 19 juni 1981 van de Internationale Arbeidsorganisatie, door België bekrachtigd op 29 maart 1988, en met het Verdrag C98 van de Internationale Arbeidsorganisatie met betrekking tot het recht zich te organiseren en collectief te onderhandelen, door België bekrachtigd op 12 december 1953.

B.16. Wat de verwijzing naar de Verdragen C154 en C98 van de Internationale Arbeidsorganisatie betreft, leidt de verzoekende partij daaruit geen enkel argument af dat verschilt van die welke zij haalt uit de andere bepalingen die zij aanvoert.

Om de redenen aangegeven in antwoord op het eerste middel, is het tweede middel niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de woorden « bedoeld in artikel 2, § 2, 1° tot 3° » in artikel 2, § 2, vierde lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2004 betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap, zoals het is vervangen bij artikel 34 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 15 december 2010 « houdende diverse maatregelen betreffende de sport in de Franse Gemeenschap, de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de Raad voor de overdracht van de herinnering, het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie, de schoolgebouwen, de financiering van de universitaire instellingen en van de hogescholen, het wetenschaps- en universitaire beleid, de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit en de hulpverlening aan de universitaire instellingen en de onderhandeling in de Franse Gemeenschap »;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 28 juni 2012.

De griffier,

F. Meersschant

De voorzitter,

R. Henneuse

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2012 — 3155

[2012/204215]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 83/2012 vom 28. Juni 2012

Geschäftsverzeichnisnummer 5186

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung von Artikel 34 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 15. Dezember 2010 «zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Bezug auf den Sport in der Französischen Gemeinschaft, die im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Französischen Gemeinschaft eingetragenen Haushaltsfonds, den Rat für die Überlieferung des Gedächtnisses, den Pflicht- und Weiterbildungsunterricht, die Schulgebäude, die Finanzierung von universitären Einrichtungen und Hochschulen, die Wissenschafts- und Universitätspolitik, die Übertragung des höheren Architekturunterrichts an die Universität und die Beihilfen für die universitären Einrichtungen sowie die Verhandlung in der Französischen Gemeinschaft», erhoben von der VoG «Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens» (SKU).

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten R. Henneuse und M. Bossuyt, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daoût, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 12. Juli 2011 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 14. Juli 2011 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG «Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens» (SKU), mit Vereinigungssitz in 1200 Brüssel, avenue Mounier 100, Klage auf teilweise Nichtigerklärung von Artikel 2 § 2 Absatz 4 (die Wortfolge «auf Vorschlag der in Artikel 2 § 2 Nrn. 1 bis 3 erwähnten Ausschüsse» und § 3 Buchstabe *i*) (die Wortfolge «mit Ausnahme der Regelung bezüglich der Disponibilitäten vor der Ruhestandspension» des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 19. Mai 2004 über die Verhandlung in der Französischen Gemeinschaft, so wie dieser Artikel durch Artikel 34 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 15. Dezember 2010 «zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Bezug auf den Sport in der Französischen Gemeinschaft, die im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Französischen Gemeinschaft eingetragenen Haushaltsfonds, den Rat für die Überlieferung des Gedächtnisses, den Pflicht- und Weiterbildungsunterricht, die Schulgebäude, die Finanzierung von universitären Einrichtungen und Hochschulen, die Wissenschafts- und Universitätspolitik, die Übertragung des höheren Architekturunterrichts an die Universität und die Beihilfen für die universitären Einrichtungen sowie die Verhandlung in der Französischen Gemeinschaft» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. Februar 2011, zweite Ausgabe) ersetzt worden ist.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung der Wortfolge «auf Vorschlag der in Artikel 2 § 2 Nrn. 1 bis 3 erwähnten Ausschüsse» in Paragraph 2 Absatz 4 von Artikel 2 sowie die Wortfolge «mit Ausnahme der Regelung bezüglich der Disponibilitäten vor der Ruhestandspension» in Paragraph 3 Buchstabe *i*) von Artikel 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 19. Mai 2004 über die Verhandlung in der Französischen Gemeinschaft, ersetzt durch Artikel 34 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 15. Dezember 2010 «zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Bezug auf den Sport in der Französischen Gemeinschaft, die im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Französischen Gemeinschaft eingetragenen Haushaltsfonds, den Rat für die Überlieferung des Gedächtnisses, den Pflicht- und Weiterbildungsunterricht, die Schulgebäude, die Finanzierung von universitären Einrichtungen und Hochschulen, die Wissenschafts- und Universitätspolitik, die Übertragung des höheren Architekturunterrichts an die Universität und die Beihilfen für die universitären Einrichtungen sowie die Verhandlung in der Französischen Gemeinschaft».

Dieser Artikel bestimmt:

«Artikel 2. § 1. Alle zwei Jahre beruft die Regierung im Hinblick auf Verhandlungen über eine sektorielle Sozialprogrammierung den Ausschuss des Sektors XVII im Sinne von Anhang I des königlichen Erlasses vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, ein.

Nach den Debatten im Rahmen dieses Paragraphen, und spätestens drei Monate nach der ersten Sitzung, schließt die Regierung die in diesem Paragraphen vorgesehenen Verhandlungen ab.

§ 2. Alle zwei Jahre beruft die Regierung im Hinblick auf Verhandlungen über eine intersektorielle Sozialprogrammierung gemeinsam folgende Ausschüsse ein:

1. den Ausschuss der provinzialen und lokalen öffentlichen Dienste - Sektion II (Untersektion Französische Gemeinschaft) im Sinne von Artikel 17 § 2ter des königlichen Erlasses vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen;

2. den Ausschuss des Sektors IX im Sinne von Anhang I des königlichen Erlasses vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen;

3. den Verhandlungs- und Konzertierungsausschuss bezüglich des Statuts des Personals des subventionierten freien Unterrichtswesens im Sinne von Kapitel II dieses Dekrets;

4. den Verhandlungsausschuss im Sinne von Artikel 3 des Dekrets vom 20. Juli 2006 über die Konzertierung der Vertretungs- und Koordinierungsorgane der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der subventionierten PMS-Zentren sowie die Organisationsträger des Hochschuleinrichtungen außerhalb der Universitäten.

Es wird keine Frage bezüglich einer sektoriellen Sozialprogrammierung auf die Tagesordnung eines der Ausschüsse im Sinne von Absatz 1 während einer Frist von vier Monaten ab dem Zeitpunkt, zu dem die Verhandlung über eine intersektorielle Programmierung zum ersten Mal auf die Tagesordnung einer gemeinsamen Sitzung der Ausschüsse im Sinne von Absatz 1 eingetragen wurde, gesetzt.

Wenn während eines Zeitraums von grundsätzlich zwei Jahren kein Abkommen über eine intersektorische Programmierung gemäß Absatz 1 geschlossen wurde und anschließend sektorische Programmierungen in einem Ausschuss oder mehreren Ausschüssen im Sinne von Absatz 1 geschlossen werden, werden in einer gemeinsamen Sitzung Verhandlungen über eine etwaige ergänzende intersektorische Programmierung für diesen Zeitraum geführt.

Im Rahmen dieses Paragraphen organisiert die Regierung eine erste Vollversammlung mit dem Zweck, auf Vorschlag der in Artikel 2 § 2 Nrn. 1 bis 3 erwähnten Ausschüsse Themen festzulegen, die im Rahmen der intersektoriellen Sozialprogrammierung geprüft werden.

Die Regierung beruft anschließend parallel zur Prüfung dieser Themen die in Absatz 1 Nrn. 1 bis 3 beziehungsweise die in Absatz 1 Nr. 4 erwähnten Ausschüsse ein. Gegebenenfalls kann die Regierung mit dem Einverständnis aller Parteien diese zu bestimmten Themen gemeinsam einberufen.

Nach den Debatten im Rahmen des vorigen Absatzes, und spätestens drei Monate nach der Sitzung im Sinne von Absatz 4, beruft die Regierung gemeinsam die in Absatz 1 erwähnten Ausschüsse ein und schließt die in diesem Paragraphen vorgesehenen Verhandlungen ab, indem sie einen Protokollentwurf vorschlägt mit Angabe der verschiedenen Maßnahmen, die im Rahmen der intersektoriellen Sozialprogrammierung ins Auge gefasst werden. Die Regierung nimmt den Standpunkt der verschiedenen Parteien zu Protokoll.

Die Regierung kann sich nur unter der folgenden doppelten Bedingung auf ein intersektorielles Abkommen im Rahmen dieses Paragraphen berufen:

1. die Punkte in Bezug auf Artikel 2 des vorerwähnten Gesetzes vom 19. Dezember 1974 müssen die Zustimmung der in Absatz 1 Nrn. 1 bis 3 erwähnten Ausschüsse erhalten;

2. die Punkte, die sich unmittelbar auf das Handeln der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der subventionierten PMS-Zentren und/oder der Organisationsträger der Hochschuleinrichtungen beziehen, müssen die Zustimmung des in Absatz 1 Nr. 4 erwähnten Ausschusses erhalten.

Unter 'Ausschuss oder Unterausschuss' sind gegebenenfalls die Organisationsträger der Hochschuleinrichtungen außerhalb der Universitäten zu verstehen.

§ 3. Zur Anwendung dieses Paragraphen wird davon ausgegangen, dass folgende Angelegenheiten sich auf das Handeln des Organisationsträgers auswirken:

- a) die Subventionierung der Einrichtungen und der PMS-Zentren sowie ihre Modalitäten;
- b) die Regeln für die Nutzung der subventionierten Stellen, die den Einrichtungen zugeteilt werden;
- c) die Regeln für die Zuteilung der Stellen, auch im Fall der differenzierten Begleitung;
- d) die Beteiligungen der Organisationsträger an der Begleichung gewisser Kosten der subventionierten Personalmitglieder;
- e) die Änderungen an den Personalstatuten (einschließlich der Regelung über Befähigungsnachweise und Ämter);
- f) die Änderungen an den Rollen und Aufgaben der Instanzen, in denen Vertreter der Organisationsträger tagen;
- g) die Schaffung neuer Ämter;
- h) die Pflichtausbildungen für den Zugang zu bestimmten Ämtern;
- i) die Möglichkeiten zur Aufteilung der Aufträge oder gewisser Urlaube, mit Ausnahme der Regelung bezüglich der Disponibilitäten vor der Ruhestandspension.

§ 4. Wenn im Rahmen der Anwendung von § 2 Absatz 2 Verhandlungen über eine sektorische Sozialprogrammierung sich auf Angelegenheiten beziehen, die in § 3 festgelegt sind, wendet die Regierung *mutatis mutandis* das in § 2 erwähnte Verfahren an.

§ 5. Wenn die Verhandlungen über eine Programmierung sich auf Angelegenheiten beziehen, die ausschließlich ein Netz betreffen, wird (werden) nur das (die) Vertretungs- und Koordinierungsorgan(e) der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der PMS-Zentren des betreffenden Netzes und der (die) betroffene(n) Ausschuss (Ausschüsse) unter denjenigen im Sinne von Artikel 2 § 2 Nrn. 1 bis 3 konzertiert».

In Bezug auf das Interesse der klagenden Partei

B.2. Als Vertretungs- und Koordinierungsorgan der Organisationsträger des katholischen Unterrichtswesens und Mitglied des Konzertierungsausschusses zwischen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und den Vertretungs- und Koordinierungsorganen der Organisationsträger der subventionierten PMS-Zentren weist die VoG «Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens» ein Interesse an der Klageerhebung vor dem Gerichtshof gegen die angefochtenen Bestimmungen auf, die sektorische Verhandlungen betreffen, an denen sie teilnehmen kann.

B.3. Die Klage ist zulässig.

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.4. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung.

Nach Darlegung der klagenden Partei führe die angefochtene Bestimmung zwei Diskriminierungen ein.

In Bezug auf die Festlegung der Tagesordnung der intersektoriellen Sozialprogrammierung

B.5. Nach Darlegung der klagenden Partei betreffe die erste Diskriminierung die Festlegung der Tagesordnung der zweijährlichen intersektoriellen Sozialprogrammierung. Die angefochtene Bestimmung führe in Paragraph 2 Absatz 4 zu einer doppelten Diskriminierung. Sie ermögliche es den Personalvertretern, Punkte vorzuschlagen und folglich auf die Tagesordnung der sektorischen Sozialverhandlung zu setzen und biete diese Möglichkeit nicht den Vertretern der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der subventionierten PMS-Zentren. Sie ermögliche es außerdem der Regierung der Französischen Gemeinschaft als Organisationsträger des Unterrichtswesens der Französischen Gemeinschaft, Punkte auf die Tagesordnung der zweijährlichen sektorischen Sozialverhandlung zu setzen, biete diese Möglichkeit aber nicht den Vertretern der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der subventionierten PMS-Zentren.

B.6. Laut Artikel 2 § 2 Absatz 4 des Dekrets vom 19. Mai 2004 « über die Verhandlung in der Französischen Gemeinschaft», ersetzt durch Artikel 34 des angefochtenen Programmdekrets, organisiert «im Rahmen dieses Paragraphen [...] die Regierung eine erste Vollversammlung mit dem Zweck, auf Vorschlag der in Artikel 2 § 2 Nrn. 1 bis 3 erwähnten Ausschüsse Themen festzulegen, die im Rahmen der intersektoriellen Sozialprogrammierung geprüft werden».

Bei den Ausschüssen, die die zu prüfenden Themen vorschlagen können, handelt es sich um:

- «1. den Ausschuss der provinziellen und lokalen öffentlichen Dienste - Sektion II (Untersektion Französische Gemeinschaft) im Sinne von Artikel 17 § 2ter des königlichen Erlasses vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen;
2. den Ausschuss des Sektors IX im Sinne von Anhang I des königlichen Erlasses vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen;
3. den Verhandlungs- und Konzertierungsausschuss bezüglich des Statuts des Personals des subventionierten freien Unterrichtswesens im Sinne von Kapitel II dieses Dekrets».

Der Ausschuss im Sinne von Nr. 4 von Artikel 2 § 2, nämlich der «Verhandlungsausschuss im Sinne von Artikel 3 des Dekrets vom 20. Juli 2006 über die Konzertierung der Vertretungs- und Koordinierungsorgane der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der subventionierten PMS-Zentren sowie die Organisationsträger der Hochschuleinrichtungen außerhalb der Universitäten», kann also keine zu behandelnden Themen vorschlagen, nimmt jedoch an der ersten Vollversammlung teil, die dazu dient, Themen festzulegen, die im Rahmen der intersektoriellen Sozialprogrammierung behandelt werden.

B.7.1. Aus den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Dekret geht hervor, dass die Wortfolge «auf Vorschlag der in Artikel 2 § 2 Nrn. 1 bis 3 erwähnten Ausschüsse» im angefochtenen Artikel 2 § 2 Absatz 4 nicht im Vorentwurf des Dekrets vorkam und folglich nicht der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates im Hinblick auf ein Gutachten vorgelegt worden ist. Diese Wortfolge ist bei der Hinterlegung des Dekretentwurfs im Parlament der Französischen Gemeinschaft hinzugefügt worden (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2010-2011, Nr. 142/1, S. 40).

Während der gleichen Vorarbeiten wurde die angefochtene Bestimmung wie folgt erläutert:

«Rund um den Tisch hat sich jedoch häufig herausgestellt, dass die Unterrichtsthemen sehr vielfältig sind und häufig über bloße Fragen zu Gehaltstarifen oder Statuten hinausgehen. Der Ort des Dialogs muss daher erweitert werden, indem sämtliche von den Debatten betroffenen Partner hinzugezogen werden.

Im Text ist diesmal ein Ort des Dreiparteiendialogs für sektorielle Programmierungen vorgesehen (spezifisch für alle Netze oder gegebenenfalls für eines von ihnen).

In der Praxis beginnt die Verhandlung im Hinblick auf künftige Protokolle über die Sozialprogrammierung mit einer Vollversammlung, an der die einzelnen Gewerkschaftsausschüsse und der Verhandlungsausschuss der Organisationsträger teilnehmen. In dieser Vollversammlung werden auf Vorschlag der Gewerkschaftsorganisationen die Themen für die Tagesordnung der Verhandlungen festgelegt. Sobald diese Themen feststehen, verhandelt die Regierung einerseits mit den Gewerkschaftsausschüssen und andererseits mit dem Ausschuss der Organisationsträger» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2010-2011, Nr. 142/3, S. 5).

Die Ministerin erklärte:

«Artikel 2 § 2 Absatz 4 bedeutet, dass im Normalbetrieb (wenn der Text anwendbar sein wird) nur die Gewerkschaftsorganisationen zu Beginn der Diskussion Vorschläge für Themen hinterlegen und dass auf dieser Grundlage nach freien Gesprächen zwischen der Regierung und sämtlichen Ausschüssen im Sinne von Artikel 2 § 2 Absatz 1 (einschließlich der Organisationsträger) die abschließende Liste der Themen, die im Rahmen der Sozialprogrammierung behandelt werden, gemeinsam festgelegt wird.

Im Text heißt es nicht, dass es sich ausschließlich um Vorschläge der Ausschüsse 1 bis 3 handelt, denn dies würde die Regierung selbst daran hindern, (Gegen)Vorschläge vorzulegen.

[...]

Insofern die Organisationsträger, wenn der Text in Kraft getreten sein wird, bei der Eröffnung der Verhandlung zur Ausarbeitung eines Protokolls am Tisch sitzen und somit an der Sitzung zur Festlegung der Themen teilnehmen werden, erklärt die Frau Ministerin, dass es logisch ist, wenn sie sich frei äußern und Vorschläge oder Anregungen abgeben können» (ebenda, SS. 11 und 12).

B.7.2. Außerdem wurde ein Abänderungsantrag hinterlegt, um in Artikel 2 § 2 Absatz 4 die Wortfolge «Nrn. 1 bis 3» nach der Wortfolge «in Artikel 2 § 2» zu streichen. Er wurde unter anderem wie folgt begründet:

«Dieser Abänderungsantrag bezweckt, alle Verhandlungspartner auf gleichen Fuß zu stellen, was insbesondere die gleichen Rechte hinsichtlich der Festlegung der Tagesordnung beinhaltet [...]» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2010-2011, Nr. 142/6, S. 3).

Dieser Abänderungsantrag ist im Ausschuss abgelehnt worden (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2010-2011, Nr. 142/7, S. 5).

B.8. Das angefochtene Dekret leitet zwar ein Verhandlungs- und Konzertierungsverfahren mit drei Parteien ein, sieht jedoch ein unterschiedliches Niveau der Beteiligung der einzelnen Parteien vor. Insbesondere erkennt es den Vertretern der Organisationsträger des Unterrichtswesens nicht die Möglichkeit zu, vor der ersten Vollversammlung der verschiedenen Ausschüsse eine zu erörternde Themenliste vorzuschlagen und auf die Tagesordnung zu setzen.

Auf diese Weise schließt das angefochtene Dekret einen der beiden Akteure der Arbeitsbeziehung, nämlich den Organisationsträger als Arbeitgeber, vom Initiativrecht bei der Sozialverhandlung und Sozialkonzertierung aus. Die beiden Parteien können folglich nicht auf gleiche Weise an der Einleitung des Verhandlungs- und Konzertierungsvorgangs teilnehmen.

Da die Verhandlung oder die Konzertierung Punkte betrifft, die sich unmittelbar auf das Handeln der Organisationsträger auswirken oder sich direkt an diese richten, sind diese Organisationsträger ebenso wichtige Akteure des besagten Verfahrens.

Das somit durch die angefochtene Bestimmung eingeführte Ungleichgewicht zwischen den Partnern der Arbeitsbeziehung und der Sozialverhandlung im Unterrichtswesen entbehrt einer vernünftigen Rechtfertigung.

Der erste Klagegrund ist in diesem Maße begründet. In Artikel 2 § 2 Absatz 4 des angefochtenen Dekrets ist die Wortfolge «in Artikel 2 § 2 Nrn. 1 bis 3 erwähnten» für nichtig zu erklären.

B.9. Der zweite von der klagenden Partei angeprangerte Behandlungsunterschied beruht auf einer falschen Auslegung des Dekrets. Wie aus den Vorarbeiten hervorgeht, hat der Dekretgeber nur den Gewerkschaftsorganisationen die Möglichkeit geboten, Verhandlungsthemen vorzuschlagen.

Der erste Klagegrund ist hinsichtlich dieser Beschwerde unbegründet.

In Bezug auf die Regelung über die Disponibilitäten vor der Ruhestandspension

B.10. Bezüglich der Regelung über die Disponibilitäten vor der Ruhestandspension führt die klagende Partei an, Artikel 2 § 3 Buchstabe *i*) des Dekrets vom 19. Mai 2004, ersetzt durch die angefochtene Bestimmung, schließe ohne vernünftige Rechtfertigung die Vertreter der Organisationsträger des subventionierten Unterrichtswesens von der Verhandlung aus, obwohl diese Regelung der Konzertierung mit den Gewerkschaften unterliege und mit der Französischen Gemeinschaft als Organisationsträger ihres Unterrichtswesens erörtert werde.

B.11. Gemäß Absatz 7 von Paragraph 2 von Artikel 2 des Dekrets vom 19. Mai 2004 kann sich die Regierung nur unter folgender Bedingung auf ein intersektoriales Abkommen im Rahmen dieses Paragraphen berufen:

«[...]

2. die Punkte, die sich unmittelbar auf das Handeln der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der subventionierten PMS-Zentren und/oder der Organisationsträger der Hochschuleinrichtungen beziehen, müssen die Zustimmung des in Absatz 1 Nr. 4 erwähnten Ausschusses erhalten».

In Paragraph 3 dieses Artikels 2 werden die Angelegenheiten festgelegt, bei denen angenommen wird, dass sie sich auf das Handeln der Organisationsträger auswirken. In Buchstabe *i*) werden «die Möglichkeiten zur Aufteilung der Aufträge oder gewisser Urlaube, mit Ausnahme der Regelung bezüglich der Disponibilitäten vor der Ruhestandspension» erwähnt.

B.12. Nach Darlegung der Regierung der Französischen Gemeinschaft sei der Umstand, dass das Einverständnis der Organisationsträger nicht in Bezug auf die Disponibilitäten vor der Ruhestandspension erforderlich sei, dadurch gerechtfertigt, dass es sich um eine Form der Vorpension handele, die durch die Französische Gemeinschaft übernommen werde, und dass die Organisationsträger in keiner Weise zu ihrer Finanzierung beitragen. Diese Organisationsträger sind also nur indirekt durch eine Maßnahme betroffen, die lediglich einen begrenzten Einfluss auf ihre Organisation hat, nämlich die Regelung des Ersatzes der Lehrkräfte, die durch die Disponibilitäten vor der Ruhestandspension abgingen.

B.13. Wie aus den in B.7.1 zitierten Vorarbeiten und dem Text des Dekrets hervorgeht, besteht in dem durch den Dekretgeber angenommenen Dreiparteienmodell ein unterschiedliches Maß der Beteiligung der einzelnen Parteien entsprechend den behandelten Angelegenheiten. Das ausgearbeitete Modell ist nuanciert, und der Dekretgeber hat den Schwerpunkt der geregelten Angelegenheiten berücksichtigt. Angesichts der begrenzten Auswirkungen der Disponibilitäten vor der Ruhestandspension auf die Organisation der Schulen kann die Bestimmung, in der die Regelung über die Disponibilitäten vor der Ruhestandspension von den Punkten ausgeschlossen ist, die sich direkt auf das Handeln der Organisationsträger des Unterrichtswesens auswirken, vernünftig gerechtfertigt werden. Es ist nämlich nicht unvernünftig, wenn es den Vertretern der Organisationsträger nicht ermöglicht wird, die Reform einer Regelung zu blockieren, die auf sie begrenzte Auswirkungen und für die Lehrkräfte und für die Französische Gemeinschaft bedeutende Folgen hat.

B.14. Der erste Klagegrund ist in Bezug auf diese Beschwerde unbegründet.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.15. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung, in Verbindung mit dem Übereinkommen C154 vom 19. Juni 1981 der Internationalen Arbeitsorganisation, das durch Belgien am 29. März 1988 ratifiziert wurde, und mit dem Übereinkommen C98 der Internationalen Arbeitsorganisation über die Anwendung der Grundsätze des Vereinigungsrechtes und des Rechtes zu Kollektivverhandlungen, das durch Belgien am 12. Dezember 1953 ratifiziert wurde.

B.16. Was die Bezugnahme auf die Übereinkommen C154 und C98 der Internationalen Arbeitsorganisation betrifft, leitet die klagende Partei kein Argument ab, das sich von denjenigen unterscheidet, die sie aus den anderen, von ihr angeführten Bestimmungen ableitet.

Aus den in der Beantwortung des ersten Klagegrunds angeführten Gründen ist der zweite Klagegrund unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt die Wortfolge «in Artikel 2 § 2 Nrn. 1 bis 3 erwähnten» in Artikel 2 § 2 Absatz 4 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 19. Mai 2004 über die Verhandlung in der Französischen Gemeinschaft, ersetzt durch Artikel 34 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 15. Dezember 2010 «zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Bezug auf den Sport in der Französischen Gemeinschaft, die im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Französischen Gemeinschaft eingetragenen Haushaltsfonds, den Rat für die Überlieferung des Gedächtnisses, den Pflicht- und Weiterbildungsunterricht, die Schulgebäude, die Finanzierung von universitären Einrichtungen und Hochschulen, die Wissenschafts- und Universitätspolitik, die Übertragung des höheren Architekturunterrichts an die Universität und die Beihilfen für die universitären Einrichtungen sowie die Verhandlung in der Französischen Gemeinschaft», für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 28. Juni 2012.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

R. Henneuse